

Mondialisation et libre échange : voilà que le Covid nous a vraiment appris sur notre réel degré de dépendance



Spoiler, ça n'est pas vraiment ce que les hérauts du protectionnisme en ont retenu.

Avec Jean-Marc Siroën

Atlantico : Lors de la pandémie, certains ont prophétisé que la mondialisation vivait ses dernières heures et que le protectionnisme allait revenir en force. Alors que le Covid est encore présent, peut-on faire le constat qu'ils se sont trompés ?

Jean-Marc Siroën : Le commerce international a certes régressé en 2020 mais compte tenu du ralentissement économique la chute a été étonnement limitée et en tout cas beaucoup plus faible que lors de la crise de 2008. Contrairement à une idée reçue la crise n'a pas provoqué de surenchère protectionniste au contraire même, elles se sont plutôt calmées.

En effet le thème de la fin de la mondialisation et les tensions protectionnistes n'ont pas attendu le Covid pour susciter débats et controverses. Les doutes ont commencé après la crise de 2008 et se sont affirmés avec la politique de « déconnexion » menée par Donald Trump.

Il est vrai que la pandémie de Covid en aurait pu en rajouter une couche en entretenant le sentiment anxigène que la vulnérabilité des pays, qu'elle soit sanitaire, économique ou sécuritaire. La fragilité de la chaîne de valeur mondiale qui amplifie en aval du processus de production les chocs subis en aval, a été démontrée. La crise des semi-conducteurs qui a frappé, entre autres, l'industrie automobile, en est une illustration.

Mais la mondialisation est ambivalente. Si elle approfondit la spécialisation des pays et accroît la dépendance des producteurs situés à la fin du cycle de production par rapport aux producteurs situés en aval (et réciproquement), elle permet aussi de diversifier les approvisionnements et donc de mieux gérer les risques. Imaginez que la France n'ait passé commande de vaccins qu'à Sanofi ! Ainsi, assez paradoxalement peut-être, une crise qui révèle les limites de la mondialisation peut aussi contribuer à la préserver, voire à l'approfondir dès lors qu'elle pousse à la diversification des approvisionnements et des marchés. C'est sans doute ce qui explique aussi la relative résistance du commerce international.

Quelles doivent être les leçons à tirer de la pandémie concernant la mondialisation à l'heure actuelle ? La question des stocks est-elle essentielle ?

Deux types de questions peuvent être posées.

La première est celle des risques. Le moyen de les réduire est la diversification des approvisionnements et des marchés, le repli sur soi serait contre-productif. Mais la mondialisation ne répond pas uniquement, voire principalement, à une logique de diversification. On ne s'implante pas en Chine pour contrebalancer le risque américain mais pour bénéficier, notamment, de coûts de main d'œuvre plus bas. Les entreprises devront donc certainement mieux intégrer la nécessaire diversification dans leur stratégie (ce qu'elles avaient commencé à faire notamment après Fukushima). Ce n'est toutefois pas la panacée : comment diversifier si une entreprise ou un pays sont en situation de monopole ?

La seconde question, qui rejoint la précédente, est celle de la dépendance. Jusqu'où, pour certains produits stratégiques doit-on dépendre de l'extérieur ? C'est évidemment une question ancienne (la dépendance française au pétrole avait conduit le pays à opter pour le nucléaire...) autant politique qu'économique et qui doit être constamment reposée. Quid aujourd'hui de la dépendance dans les terres rares, dans les données, dans les systèmes d'information, etc... ?

La stratégie « just in time » qui consistait à réduire les stocks au maximum a certainement montré ses limites, mais cela concerne les entreprises. Les pays doivent-ils stocker des produits stratégiques ? Encore faut-il qu'ils soient stockables. L'expérience a montré que les

masques ne l'étaient guère que quelques années, quant à l'électricité elle ne l'est vraiment que dans les barrages.... Difficile aussi d'envisager le stockage massif de produits soumis à une obsolescence accélérée (puces, micro-processeurs,...) qui sont comme par hasard soumis aujourd'hui à des tensions. Sinon, bien entendu, il conviendrait certainement de réévaluer la politique de stockage pour des produits comme le pétrole (la France a un stock de sécurité de 3 mois), l'acier, les céréales,....

Quelles sont les menaces qui peuvent et pourraient réellement peser sur la mondialisation ?

Plutôt que la « fin » de la mondialisation, la question est celle de la poursuite du processus voire de sa régression sachant qu'il n'existe aucune mesure incontestable. La mondialisation, et particulièrement la dernière vague, crée des interdépendances qui se dénouent difficilement. Qui dit interdépendance signifie aussi des dépendances réciproques ce qui tend à équilibrer les rapports de force. Chaque puissance peut interagir sur les autres et personne n'a intérêt à mettre le feu à la baraque même s'il peut être tenté par quelques flammèches.

Si j'ai du mal à imaginer un brutal retour en arrière, qui aurait un coût économique considérable, nous sommes sans doute entrés dans une période de pause et de consolidation. Il n'y aura sans doute plus de grands traités commerciaux, ni de grandes initiatives de libéralisation des échanges avant longtemps. Des mesures comme la taxe carbone, si elle devait être mise en place (et elle le sera inévitablement un jour ou l'autre) ne favoriseront pas le commerce, ce qui, en soi, n'est pas un drame. Elles ne l'empêcheront pas.

Si on se limite au commerce international (il conviendrait aussi de revenir sur la finance), la mondialisation s'accélère lorsque les techniques et l'ouverture des frontières conduisent les pays à se spécialiser davantage et que les gains qu'ils en retirent sont perceptibles. Des pays et des secteurs jouent alors un rôle moteur : dans les années 1990, c'est pour l'essentiel la Chine, le textile et l'électronique qui ont « tiré » la mondialisation avec l'option d'une spécialisation de nature « verticale » dans les tâches intensives en main d'œuvre laissant aux autres, la conception ou le marketing. Cette dynamique s'est essoufflée dans les années 2010 et la mondialisation s'est ralentie. Alors que depuis 1950, les exportations mondiales augmentaient deux ou trois fois plus vite que le PIB, elles se sont mises à croître au même rythme, voire moins rapidement. De plus, les gains de l'échange ne sont plus « ressentis » par les populations qui, à tort ou à raison, ne voient de plus en plus dans le commerce international un gain de pouvoir d'achat mais une source supplémentaire de chômage, d'inégalités et d'émission de CO2. Dans l'immédiat après Covid, la Chine rejoue certes une fois de plus sa fonction de locomotive mais peut-être est-ce le chant du cygne. Quels pays, quels produits, réels ou virtuels, quels services, quels modes d'organisation de la production tireront -ou pas- la mondialisation ? Rendez-vous dans vingt ans pour la réponse.